

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article 2212-1 et suivants ;
Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L.322-3, L.322-9, D.322-1 à D.322-3 ;
Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 261 ;
Vu l'arrêté du 19 juin 1987 modifié fixant le seuil d'intervention du trésorier Payeur-général en matière d'autorisation de loteries ;
Vu le décret N°2015-317 du 19 mars 2015 relatif à l'autorité autorisant les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance, à l'encouragement des arts ou au financement d'activités sportives à but non lucratif ;
Vu la demande en date du 28 mai 2026 formulée par l'association « AMICALE LAIQUE DES LILAS » dont le siège social est situé au 6 rue Charles Foucauld à Pau, représentée par son président Monsieur SILVA Fabien, est autorisée à organiser une loterie au capital d'émission d'un montant de 7000 € (sept milles euros), dans la commune de Pau ;
Considérant que les bénéfices de la loterie seront utilisés exclusivement par l'association « AMICALE LAIQUE DES LILAS » pour financer des activités périscolaires et d'animation ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – L'association « AMICALE LAIQUE DES LILAS » dont le siège social est situé au 6 rue Charles Foucauld à Pau, représentée par son président Monsieur SILVA Fabien, est autorisée à organiser une loterie au capital d'émission d'un montant de 7000 € (sept milles euros), composée de 3500 billets à 2 € (deux euros) l'un, le Samedi 20 Juin 2026.

Les bénéfices de la loterie susvisée seront utilisés exclusivement par l'association « AMICALE LAIQUE DES LILAS » pour le financement d'activités périscolaires et d'animation.

ARTICLE 2 – Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué aux destinations prévues à l'article ci-dessus, sous la seule déduction d'éventuels frais d'organisation (achats de lots compris).

En aucun cas, les fonds ne devront être employés à régler des frais de fonctionnement ou des dépenses courantes.

Les actions financées ne doivent pas être réservées aux seuls adhérents de l'association.

Dans les deux mois qui suivront le tirage, justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation prévue et le montant détaillé des frais d'organisation produit.

ARTICLE 3 – Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

ARTICLE 4 – Les lots sont composés de places pour des événements sportifs, de jouets, de matériels de sport, de paniers garnis, et de bons pour des restaurants.

ARTICLE 5 – Les billets pourront être, colportés, entreposés, mis en vente et vendus dans la commune de Pau.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être vendus comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Les billets devront mentionner :

- La date et le lieu précis du tirage ;
- Le prix du billet ;
- Le nombre de lots et leur désignation ;
- L'association à laquelle seront reversés les bénéfices.

ARTICLE 6 – Le tirage aura lieu en une seule fois le Samedi 20 Juin 2026, au 6 rue Charles Foucauld à Pau. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

ARTICLE 7 – L'inobservation de l'une des conditions ci-dessus imposées entraînera, de plein droit, le retrait de l'autorisation, sans préjudice des sanctions correctionnelles prévues par le code pénal, pour le cas où les fonds n'auraient pas reçu la destination indiquée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 8 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

ARTICLE 9 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Publié le 05/06/2026

Fait à Pau, le 28 mai 2026